

Croissance et inégalités



L'évolution de la pauvreté et des revenus ces 20 dernières années : nouvelles données

Le fossé entre les riches et les pauvres s'est creusé dans la plupart des pays de l'OCDE ces deux dernières décennies. Davantage d'individus risquent donc d'être marginalisés dans une économie mondiale en constante mutation. Mais la tendance à plus d'inégalités n'est pas inévitable : les gouvernements peuvent réduire la fracture en prenant des mesures efficaces qui, très souvent, ne nécessiteront pas d'alourdir les dépenses sociales.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'inégalité des revenus était plus marquée au milieu des années 2000 qu'au milieu de la décennie 80. Quelques pays seulement ont connu une tendance inverse : l'égalité des revenus a progressé ces vingt dernières années en Espagne, en France et en Grèce.

Ce phénomène se poursuit actuellement : depuis cinq ans, la pauvreté et l'inégalité s'aggravent dans les deux tiers des pays de l'OCDE. L'Allemagne, le Canada, les États-Unis et la Norvège sont les plus touchés. Dans le tiers restant — particulièrement en Grèce, au Mexique et au Royaume-Uni — l'écart se resserre entre les riches et les pauvres depuis 2000. On voit donc bien que ces évolutions n'ont rien d'inévitable.

Une grande partie de la population des pays de l'OCDE se montre inquiète à ce sujet. Les deux tiers des Japonais pensent que les inégalités sont trop prononcées, et c'est également le cas de 90 % ou plus des habitants en Hongrie, en Italie, au Portugal et en République slovaque.

Les politiciens de tous horizons sont eux aussi préoccupés. Par exemple, George Bush, Président des États-Unis, déclarait en 2007 "Nos citoyens déplorent que notre économie dynamique laisse à la traîne certains d'entre eux", en ajoutant "l'inégalité des revenus est indéniable ; elle s'accroît depuis plus de 25 ans".

Pourquoi l'inégalité est un enjeu essentiel

L'inégalité des revenus est un problème à la fois politique et économique. Politiquement, elle peut alimenter des revendications populistes et protectionnistes. De plus, une société où il existe une véritable fracture entre les riches et les pauvres court le danger d'un accaparement du pouvoir politique entre les mains d'un petit nombre de citoyens fortunés.

Une inégalité croissante des revenus a également un prix économique : le gaspillage de ressources humaines avec l'exclusion d'une forte proportion de la population qui n'a pas d'emploi alors qu'elle pourrait travailler ou qui est condamnée à des emplois mal payés et faiblement qualifiés.

Mais l'inégalité n'est pas seulement une question de revenu : c'est une question de possibilités et de résultats. Certains services fournis par les autorités publiques, notamment pour l'enseignement, la santé et le logement, peuvent aussi contribuer à plus d'égalité sociale. Les disparités entre riches et pauvres sont encore plus nettes pour le patrimoine financier que pour le revenu. Enfin, un faible revenu pour une brève période (entre deux emplois, par exemple), est moins insupportable qu'une pauvreté durable.

Croissance et inégalités : un nouveau rapport de l'OCDE

L'inégalité des revenus s'est-elle aggravée ? Quels sont les gagnants et les perdants ? Les pays de l'OCDE ont-ils été touchés au même degré ? Dans quelle mesure l'inégalité croissante des revenus est-elle la conséquence d'écart de rémunération qui se sont creusés, ou y a-t-il d'autres explications ? Comment les pouvoirs publics influent-ils sur les revenus des ménages par redistribution au moyen de la fiscalité et des transferts ?

Voici quelques-unes des questions qu'aborde le nouveau rapport de l'OCDE qui compare la pauvreté et la distribution des revenus dans 30 pays. Les réponses sont souvent surprenantes. On résumera dans cette synthèse les principaux constats.



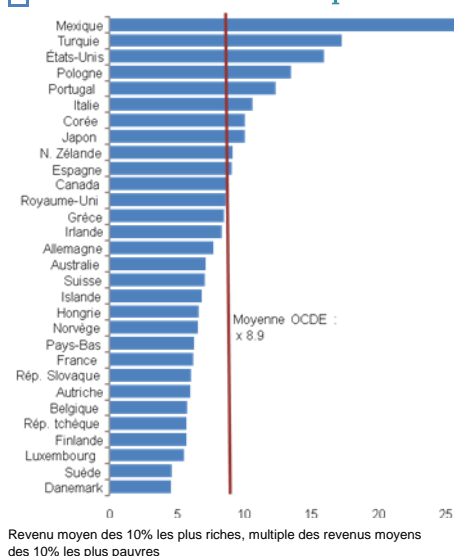
À quel point sommes-nous inégaux ?

Dans les pays de l'OCDE, les revenus des 10 % les plus riches sont en moyenne supérieurs de près de neuf fois aux revenus des 10 % les plus pauvres. Mais les écarts de revenu sont variables. Au Mexique, les plus riches ont un revenu plus de 25 fois supérieur à celui des plus pauvres et en Turquie le rapport est de 17 à 1. L'écart de revenu entre riches et pauvres est lui aussi nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE aux États-Unis, en Pologne et au Portugal (graphique 1).

L'écart est bien plus faible dans les pays nordiques comme le Danemark, la Finlande et la Suède. Les 10 % les plus riches ont en moyenne un revenu qui ne représente que cinq fois environ celui des 10 % les plus pauvres.

Un certain nombre de pays de l'OCDE se situent autour de la moyenne OCDE. Ce groupe comprend la plupart des pays anglophones (le Canada et le Royaume-Uni, par exemple) et plusieurs pays d'Europe du sud, notamment l'Espagne, la Grèce et l'Italie.

1 Ecart entre riches et pauvres en 2005



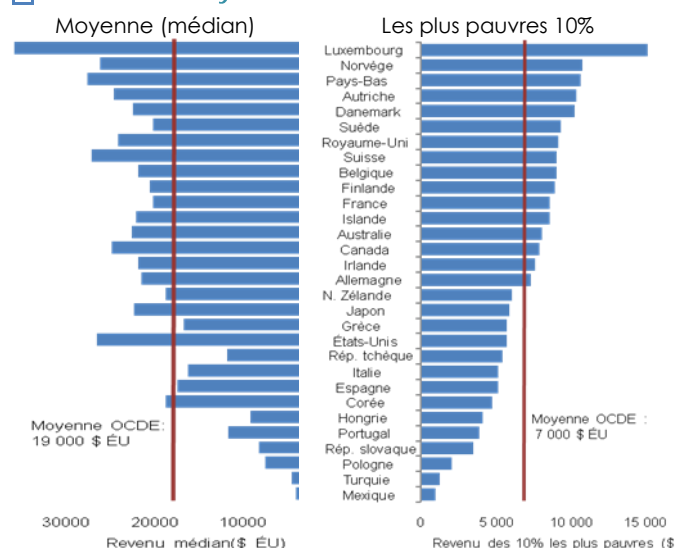
Source : Croissance et inégalités OCDE, 2008.

Les revenus des pauvres

Dans les pays de l'OCDE, les 10 % les plus pauvres ont en moyenne un revenu annuel inférieur ou égal à 7 000 USD (partie droite du graphique 2). Ce montant est généralement plus élevé en Europe : il atteint en moyenne près de 8 000 USD, contre moins de 6 000 aux États-Unis. Il est bien plus faible dans les économies de l'OCDE les moins développées : tout juste 1 000 USD au Mexique et 1 300 USD en Turquie. Ces différences n'ont rien de surprenant : elles correspondent au niveau de vie général.

Mais cela ne veut pas dire que les pauvres des pays riches se trouvent toujours dans une meilleure situation que les pauvres des pays à revenu inférieur. Par exemple, les 10 % les plus pauvres ont en Suède un revenu qui est égal à une fois et demie celui des 10 % les plus pauvres des États-Unis, bien que le revenu moyen soit supérieur aux États-Unis

2 Revenus moyens et faibles en 2005



Note : Echelles horizontales de gauche et de droite différentes. Source : Croissance et inégalités OCDE, 2008.

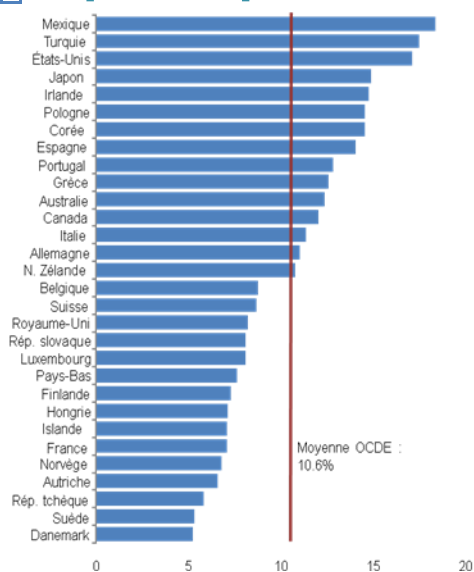
Le taux de pauvreté

Il faut garder à l'esprit que la "pauvreté" est un concept relatif dans les économies développées. Si l'on compare les revenus d'un pays à l'autre, on constate, par exemple, que les 10 % les plus pauvres ont aux États-Unis plus d'argent que le Portugais moyen. Mais, ce qui est important, c'est le niveau de vie par rapport au reste de la population du pays. On mesure alors la pauvreté par rapport au niveau de vie national, lui-même mesuré à travers le revenu médian des ménages (graphique 2). Bien entendu, cet indicateur varie lui aussi dans le temps.

En 2005, environ une personne sur dix avait dans les pays de l'OCDE un revenu inférieur à la moitié de la valeur médiane nationale (graphique 3). Mais les disparités sont considérables d'un pays à l'autre : entre 1 sur 20 au Danemark et 1 sur 5 au Mexique. Les taux de pauvreté relative sont faibles en République tchèque et en Suède. Les pauvres représentent environ 17 % de la population en Turquie et aux États-Unis, et 15 % en Espagne.

La pauvreté monétaire a tendance à être plus répandue dans les pays qui ont un large éventail de revenus. Mais inégalité et pauvreté ne vont pas nécessairement de pair. Dans les pays anglophones, l'inégalité des revenus est supérieure à la moyenne OCDE. Pourtant, les taux de pauvreté sont supérieurs à la moyenne en Australie, au Canada, aux États-Unis et en Irlande, se situent autour de la moyenne en Nouvelle-Zélande, mais sont nettement inférieurs à la moyenne au Royaume-Uni.

3 Ampleur de la pauvreté en 2005



Source: Croissance et inégalités OCDE, 2008.

Dans quelle mesure les inégalités s'aggravent-elles ?

Ces vingt dernières années, l'inégalité des revenus et la pauvreté relative se sont aggravées. Ce phénomène très net et assez généralisé a touché plus des trois quarts des pays de l'OCDE.

L'écart de revenu entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres s'est creusé. D'autres indicateurs plus fins de l'inégalité des revenus étaient en hausse de 7 à 8 % au milieu des années 2000 par rapport au milieu des années 80.

Cette progression ne semble pas énorme, mais elle revient à prendre 880 \$ aux 50 % les plus pauvres et à donner ces 880 \$ aux 50 % les plus riches, même si, à tous les niveaux, les revenus ont augmenté ces deux dernières décennies.

Le nombre de pauvres — dont le revenu est inférieur à la moitié de la valeur médiane nationale — a augmenté de 1.3 point, en passant de 9.3 % à 10.6 % de l'ensemble de la population des pays de l'OCDE.

Mais ces tendances ne sont pas universelles. Les deux pays de l'OCDE où la pauvreté et l'inégalité sont les plus marquées — le Mexique et la Turquie — ont vu les inégalités s'accroître nettement entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90. Or, dans ces pays, les inégalités ont reculé durant la décennie qui a suivi. Au Royaume-Uni, les inégalités se sont sensiblement creusées au cours des années 80, puis sont restées stables et ont diminué entre 2000 et 2005.

Lorsque les inégalités se sont aggravées, c'est généralement parce que les ménages riches s'en sont beaucoup mieux sortis que les familles à bas revenus. Mais dans certains pays — notamment l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la Finlande, l'Italie et la Norvège — les riches ont également accru leur avance sur les revenus moyens.

Qui s'appauvrit ?

Sur le plan de la pauvreté, les changements les plus importants de ces deux dernières décennies concernent la répartition de la pauvreté entre les différentes tranches d'âge. Le risque de pauvreté a diminué pour les personnes âgées, alors qu'il a augmenté pour les jeunes adultes et les familles qui ont des enfants (graphique 4)

Pauvreté monétaire et pauvreté de conditions de vie

Le revenu n'est pas un indicateur parfait de pauvreté. Une solution plus directe consiste à examiner si un ménage peut satisfaire ses besoins essentiels.

Un logement surpeuplé, un chauffage insuffisant, des choix alimentaires restreints et des impayés sur des postes importants de dépenses des ménages sont des exemples de « pauvreté de conditions de vie ». La proportion de la population ne pouvant satisfaire ces besoins essentiels est similaire à celle observée pour la pauvreté monétaire (graphique 3), ce qui n'a rien de surprenant. Elle atteint 5 à 6 % de la population dans les pays nordiques et 12 à 20 % dans les pays du sud de l'Europe, en Australie, aux États-Unis et au Japon. Mais la pauvreté de conditions de vie dépend

aussi du niveau du revenu moyen du pays.

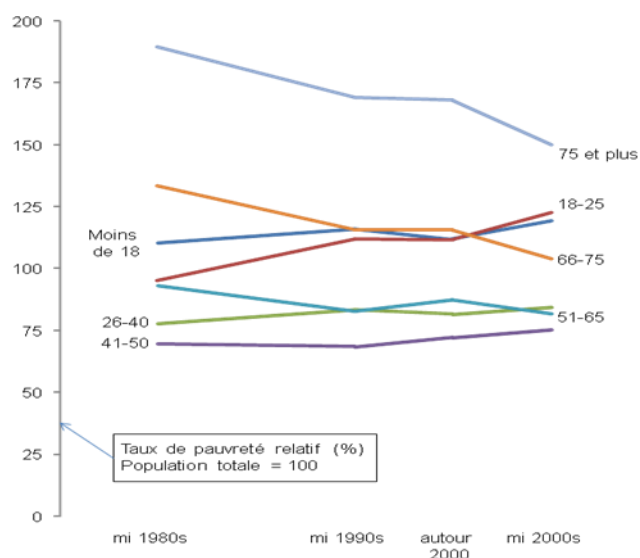
Plus de 23 % de la population en Hongrie, en Pologne et en République slovaque sont en situation de pauvreté de conditions de vie, ce qui ne ressort pas des statistiques de pauvreté monétaire.

Pour les personnes âgées, la probabilité de ne pas pouvoir satisfaire certains besoins essentiels est plus faible que pour la population d'âge actif. De plus, les personnes âgées ont généralement un plus grand patrimoine financier. Au total, ces facteurs signifient que les estimations monétaires de la pauvreté des personnes âgées (graphique 4) exagèrent la pauvreté de conditions de vie dans cette catégorie de la population.

C'est pour les plus de 75 ans que la probabilité de pauvreté est la plus élevée, mais le risque de pauvreté est tombé dans ce cas de près du double de la moyenne pour l'ensemble de la population au milieu des années 80 à une fois et demie au milieu des années 2000. Aujourd'hui, pour la population de 66 à 75 ans, la probabilité de pauvreté n'est pas plus forte que pour l'ensemble de la population.

En revanche, les enfants et les jeunes adultes ont des taux de pauvreté qui sont maintenant supérieurs de 25 % environ à la moyenne pour l'ensemble de la population. Il y a 20 ans, les enfants et les jeunes adultes se situaient au-dessous de cette moyenne ou à un niveau proche. De plus, les familles monoparentales ont une probabilité de pauvreté égale à trois fois la moyenne. Ce désavantage s'est légèrement aggravé entre le milieu des années 90 et le milieu des années 2000, mais lentement.

4 Pauvreté par âge sur vingt ans : OCDE



Source : Croissance et inégalités OCDE, 2008.

Facteurs explicatifs : la démographie

Tous les pays de l'OCDE traversent une période de transition démographique : la natalité recule et l'espérance de vie s'accroît. Par conséquent, la population vieillit — et l'on sait que pour les personnes âgées le risque de pauvreté est supérieur à la moyenne — et la population d'âge actif diminue — et l'on sait que pour cette catégorie le risque de pauvreté est relativement faible. Enfin, les familles monoparentales sont bien plus nombreuses.

Pourtant, cette évolution de la démographie et des modes de vie, en dépit de son ampleur, n'est pas le principal facteur qui explique les variations de la distribution des revenus. Elle ne représente plus de 20 % de l'accroissement des inégalités de revenu qu'en Allemagne, en Australie, au Canada, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Facteurs explicatifs : le marché du travail

C'est sur le marché du travail qu'il faut chercher la principale cause des variations des revenus. En effet, les revenus salariaux représentent plus de 70 % des revenus des ménages (avant impôts). À quelques exceptions près, l'écart entre les basses et hautes rémunérations s'est rapidement creusé à partir du début des années 90. Généralement, c'est parce que les hautes rémunérations ont particulièrement progressé, non seulement par rapport aux basses rémunérations, mais aussi par rapport aux rémunérations moyennes.

Pourtant, plus de personnes travaillent aujourd'hui dans la plupart des pays de l'OCDE. Le revenu familial est généralement plus élevé si l'on travaille que si l'on est sans emploi.

Ces deux effets — plus d'emplois, plus d'inégalités dans les revenus salariaux — se compensent dans une certaine mesure. Les inégalités de revenus du travail entre les ménages se sont généralement moins accrues que l'écart de rémunération entre individus.

Le non-emploi persiste néanmoins, en particulier parmi les catégories de la population les moins qualifiées et les moins instruites. L'emploi a pu progresser pour deux raisons : un plus grand nombre de ménages biactifs, ou un plus grand nombre de ménages monoactifs auparavant sans emploi. C'est surtout le premier facteur qui a joué.

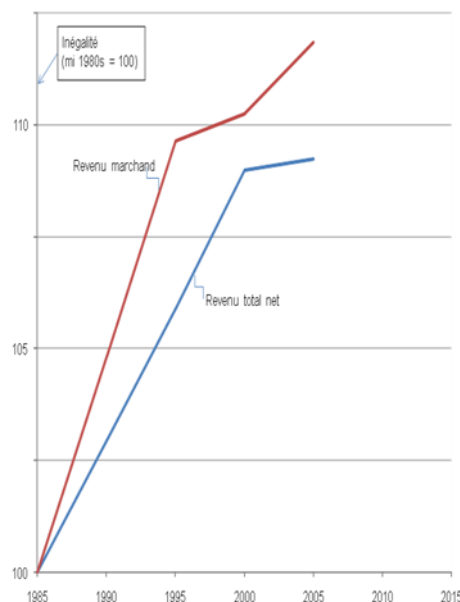
L'emploi rémunéré réduit le risque de pauvreté : 45 % des célibataires sans emploi ont un faible revenu, contre 28 % en cas de travail à temps partiel et 8 % en cas de travail à temps plein. Il en est de même pour les couples : un sur trois a un revenu inférieur au seuil de pauvreté lorsque les conjoints ne travaillent pas, contre seulement 19 % lorsqu'un des conjoints exerce un emploi et 4 % lorsque chacun travaille.

Toutefois, rien ne garantit que plus d'emplois diminue le nombre de pauvres. Les États-Unis et le Japon, par exemple, ont à la fois un taux élevé d'emploi et un taux de pauvreté supérieur à la moyenne. C'est le contraire en Hongrie : la proportion des personnes exerçant un emploi est relativement faible, mais le taux de pauvreté l'est également.

Tout comme pour les revenus du travail, les inégalités se sont creusées pour les revenus du capital, à savoir les dividendes, intérêts, rentes, plus-values, etc. L'éventail des revenus du travail indépendant s'est lui aussi élargi. Au total, ces changements expliquent une forte proportion de l'inégalité croissante des revenus des ménages (graphique 5).

L'inégalité des revenus marchands (salarial, travail indépendant, capital, etc.) s'est accentuée plus rapidement que l'inégalité des revenus nets (y compris les prestations sociales, par exemple) entre le milieu des années 80 et des années 2000.

5 Evolution des inégalités de revenus marchands et de l'ensemble des revenus



Note: Moyenne de l'OCDE. La mesure de l'inégalité est le coefficient Gini, en indice du milieu des années 80 = 100.

Source: Croissance et inégalité OCDE, 2008.

Facteurs explicatifs : la redistribution

Les pouvoirs publics contribuent largement à déterminer les revenus et les niveaux de vie par les impôts qu'ils prélèvent et les prestations qu'ils servent.

Dans les pays nordiques, les prestations et les impôts ont un caractère fortement redistributif : on prend de l'argent aux riches pour le donner aux pauvres. Les systèmes fiscaux et de prestations sont aussi redistributifs en Corée et aux États-Unis, mais à un bien moindre degré.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les transferts en espèces et l'impôt sur le revenu réduisent les inégalités d'un tiers. La pauvreté est réduite d'environ 60 % par rapport à ce qu'elle serait sans impôts et sans prestations. Même dans la population en âge de travailler, la redistribution opérée par l'État réduit la pauvreté d'environ 50 %.

Néanmoins, l'impact de la fiscalité et des prestations, sur la pauvreté comme sur les inégalités, s'est réduit, au cours des dix dernières années, dans de nombreux pays de l'OCDE

Les services publics vont dans le sens d'une plus grande égalité

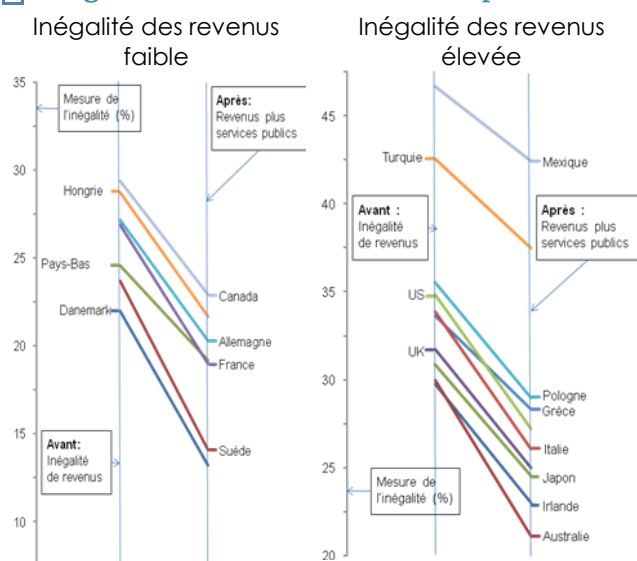
À ne considérer que les écarts de revenu on risque d'exagérer les inégalités. Les avantages que représentent les services fournis par la puissance publique — éducation, santé, etc. — sont plus également répartis que les revenus

monétaires, même une fois tenu compte de la fiscalité et des prestations en espèces. Ainsi, en tenant compte du coût de la fourniture des services publics en plus des revenus, on fait baisser de près d'un quart une mesure type de l'inégalité par rapport à une situation où ne sont prises en compte que les inégalités de revenu.

Les éléments qui ont l'effet le plus marquant sont l'éducation, la santé et le logement. L'effet redistributif des services publics représente, en moyenne, les deux tiers de l'impact de la fiscalité et des prestations.

Là encore, l'effet varie d'un pays à l'autre. Le graphique 6 compare les situations en termes d'inégalités de revenu selon que l'on prend en compte uniquement les inégalités de revenu ou les inégalités de revenu plus le bénéfice des services publics. Les pays sont répartis entre les deux parties du graphique selon qu'ils se situent en-dessous ou au-dessus de la moyenne pour la zone de l'OCDE.

6 Inégalité de revenus et services publics



Note: La mesure de l'inégalité est le coefficient Gini, en pourcentage. Seuls quelques pays de l'OCDE sont montrés. L'échelle verticale est différente dans les deux graphiques.

Source : *Croissance et inégalités* OCDE, 2008.

Le Danemark et la Suède, sur la partie gauche du graphique, sont les pays de l'OCDE où les inégalités de revenu sont les plus limitées. Cela étant, dans ces deux pays aussi, la redistribution joue un rôle important par le biais des services publics (ainsi que l'indique la forte pente des courbes pour ces pays sur le graphique 6), réduisant encore les inégalités de 40 %. À l'inverse, le Mexique et la Turquie, sur la partie droite du graphique, non seulement sont les pays où les inégalités de revenu sont les plus

marquées mais sont aussi les pays où les services publics ont le plus faible impact sur les inégalités.

Aux Pays-Bas, on observe une relative égalité des revenus, mais les services publics réduisent moins les inégalités dans ce pays qu'en moyenne. À l'autre extrême, on trouve l'Australie, où les inégalités de revenu sont en gros dans la moyenne, alors que l'effet des services publics sur les inégalités est le quatrième par l'importance.

Au total, l'effet des services publics sur les inégalités tend à être un peu plus marqué dans les pays où les inégalités de revenu sont comparativement fortes. Par conséquent, les disparités entre pays en termes d'inégalités sont un peu plus faibles si l'on fait intervenir les services publics au lieu de considérer uniquement les revenus.

Autres facteurs d'accentuation des inégalités

L'analyse développée plus haut ne prend en compte que les impôts « directs », tels que les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale. Mais les niveaux de vie sont aussi affectés par les impôts indirects tels que les taxes à la valeur ajoutée, les taxes sur les ventes ou sur les biens et services et les droits d'accise (sur l'alcool, l'essence, etc.). Des taxes à la consommation plus élevées réduisent le volume de biens et services que le même montant de revenu permet d'acheter.

Les personnes pauvres dépensent une plus grande part de leur revenu que les personnes riches (qui en épargnent une partie). Et les biens et services plus lourdement taxés représentent souvent une plus large part des dépenses des ménages pauvres.

Si l'on tient compte de ces facteurs, la mesure type des inégalités apparaît de 7 % plus élevée en moyenne que si l'on ne tient compte que des inégalités de revenu. L'écart entre inégalités avant et après impôts indirects est particulièrement marqué au Danemark, en Finlande, en Hongrie, en Norvège et en Suède, principalement du fait que, dans ces pays, les taux d'imposition indirecte sont lourds. L'impact est négligeable en Australie, au Canada, aux États-Unis, au Japon, au Mexique et en Suisse, principalement parce que, dans ces pays, les taux d'imposition indirecte sont relativement faibles.

Le patrimoine, au même titre que le revenu, contribue à déterminer le niveau de vie dont peuvent jouir les personnes. Une personne qui a peu de revenu mais un gros patrimoine financier se trouve en meilleure situation qu'une personne qui a le même niveau de revenu et pas de patrimoine.



Intéressant. L'écart entre les riches et les pauvres n'est pas si important qu'on pourrait le penser

Malheureusement, de nombreux pays ne recueillent pas d'informations sur les actifs détenus par les ménages. Parfois, les données sont incomplètes, ne tenant pas compte, par exemple, des pensions fournies par l'employeur. En outre, il est beaucoup plus difficile de comparer les patrimoines entre pays que les revenus.

Pour les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables, on observe que la distribution du patrimoine est beaucoup plus ouverte que la distribution des revenus. De façon assez étonnante, les écarts entre inégalités en termes de revenu et inégalités en termes de patrimoine sont particulièrement marqués dans des pays comme l'Allemagne et la Suède où la distribution des revenus est relativement égalitaire.

Persistance de la pauvreté

Cela fait une grande différence pour les individus selon qu'un faible niveau de revenu ne les concerne que pendant une courte période (étant étudiants ou entre deux emplois, par exemple) ou selon que la pauvreté est pour eux un état persistant, voire permanent. D'autres personnes peuvent connaître des épisodes récurrents de faible revenu.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la moitié environ des personnes pauvres se trouvent en

meilleure situation et passent au-dessus du seuil de pauvreté dans un délai de trois ans. La proportion est particulièrement élevée au Danemark et aux Pays-Bas. La mobilité du point de vue des revenus fait que les personnes constamment pauvres représentent moins de 2 % de la population totale dans ces deux pays. Par contre, la pauvreté persistante est beaucoup plus fréquente — 7 % de la population — en Australie, aux États-Unis, en Grèce, en Irlande et au Portugal.

En règle générale, les pays où la pauvreté en termes de revenus annuels est la plus fréquente (identifiés sur le graphique 3 ci-dessus) sont aussi ceux où un plus grand nombre d'individus sont concernés par des situations de pauvreté persistante.

Inégalités de chances et de situations

Mesurer l'égalité des chances est beaucoup plus difficile que de mesurer les situations, en termes de revenu, de patrimoine, etc. On peut, par exemple, chercher à voir comment les enfants s'en sortent par rapport à leurs parents. L'idée est que si la plupart des gens se retrouvent à peu près à la même place que leurs parents dans l'échelle des rémunérations, cela signifie qu'aussi bien les avantages que les désavantages se transmettent d'une génération à l'autre. Par contre, si la rémunération des fils est moins étroitement liée à celle des pères, alors il y a une plus grande mobilité économique.

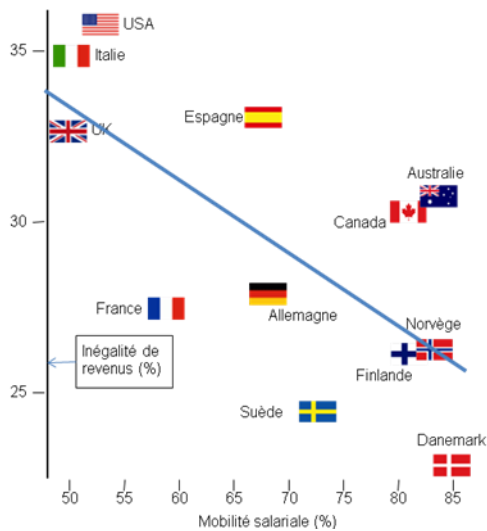
La plupart des observations reposent sur une comparaison des rémunérations des pères et des fils. (Pour les femmes, il est difficile d'isoler l'effet des évolutions dans les modalités de travail et dans les attitudes entre les générations, l'impact des législations antidiscrimination, etc.).

En abscisse du graphique 7 figure une mesure de la mobilité entre générations en termes de rémunérations. Une valeur zéro indiquerait que les pères et les fils se situent exactement au même point de l'échelle des rémunérations ; à l'autre extrême, un chiffre de 100 % indiquerait qu'il n'y a aucun lien entre la rémunération des pères et celle des fils.

Dans tous les pays, la mobilité est notable en termes de rémunérations : les valeurs les plus faibles — que l'on observe en Italie, aux États-Unis et au Royaume-Uni — sont très légèrement au-dessus de 50 % et les valeurs les plus élevées excèdent 80 %.

La question qui se pose est la suivante : les sociétés où les situations économiques sont les plus inégales compensent-elles ces inégalités en offrant plus de perspectives ? Le graphique 7 met en relation la mobilité en termes de rémunérations et les inégalités de revenu. Le graphique montre que les pays où les revenus sont comparativement plus égalitaires (partie basse du graphique selon l'axe vertical) tendent aussi à présenter des écarts de rémunérations entre pères et fils plus marqués : c'est ce qu'on observe pour le Danemark, la Finlande et la Norvège. À l'inverse, la mobilité entre générations en termes de rémunérations est plus limitée dans les pays où les inégalités de revenu sont plus nettes : Italie, États-Unis et Royaume-Uni.

7 Mobilité salariale et inégalités de revenus



Note : La mesure de l'inégalité est le coefficient Gini, en pourcentage. La mesure de la mobilité salariale est calculée à partir de la mobilité entre générations en termes de rémunérations : se reporter au rapport pour plus de détails.

Source : *Croissance et inégalités* OCDE, 2008.

En combinant l'analyse de la persistance de la pauvreté monétaire et de la mobilité entre générations en termes de rémunérations, on est amené à penser que les pays plus inégaux tendent à créer un "sous-prolétariat" qui connaît la pauvreté pendant de longues périodes, de même qu'ensuite ses enfants.

Que faut-il faire ?

Les revenus sont plus également répartis et il y a moins de gens pauvres lorsque les dépenses sociales sont importantes : c'est ce qu'on observe dans les pays nordiques et dans les pays d'Europe occidentale comme l'Autriche, la Belgique et les Pays-Bas. Dans ces pays, en 2005, les dépenses sociales en faveur des personnes

d'âge actif représentaient 7-8 % du revenu national et la part des personnes d'âge actif concernées par la pauvreté se situait entre 5 % et 8 %.

À l'autre extrême, aux États-Unis, en Corée, au Mexique et en Turquie, les prestations représentaient 2 %, si ce n'est moins, du revenu national, et 12 à 15 % de la population d'âge actif étaient concernées par la pauvreté.

Il serait facile de conclure que les pays ont le taux de pauvreté qui est fonction de ce qu'ils sont prêts à payer. Au Mexique et en Turquie, des recettes fiscales plus importantes — qui permettraient une extension des programmes sociaux — réduiraient probablement les inégalités et la pauvreté. Mais, pour la plupart des pays de l'OCDE, la réponse est plus complexe.

Au Canada, par exemple, les dépenses sociales totales (y compris les dépenses en faveur des personnes âgées) sont passées de 16 % à 21 % du revenu national au début des années 90, mais étaient retombées à 16 % au début des années 2000. Or, durant cette période, la part de la population se situant en-dessous du seuil de pauvreté est restée relativement constante, aux alentours de 9-10 %. Aux Pays-Bas, la stabilité des dépenses publiques à caractère social est allée de pair avec une progression non négligeable de la pauvreté entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90. Mais ensuite, les dépenses sociales sont tombées de 27 % à 20 % du revenu national alors que le taux de pauvreté est resté constant. En Allemagne, par contre, des dépenses sociales assez stables, aux alentours de 28 % du revenu national, au cours des années 90 et 2000, sont allées de pair avec une avancée assez nette de la pauvreté : elle est passée d'environ 7 % de la population à presque 12 %.

L'augmentation des dépenses sociales ne permet pas toujours de réduire la pauvreté et les inégalités. Et les prélèvements fiscaux nécessaires pour financer ces dépenses sociales pourraient avoir un effet pervers en rendant trop coûteuse l'offre de main-d'œuvre de la part de certaines catégories qui se trouveraient ainsi évincées du marché du travail. Par contre, dans les limites des budgets actuels, des politiques plus efficaces pourraient s'attaquer plus directement aux causes du creusement des inégalités.

Les évolutions démographiques et sociales qui entraînent une accentuation des inégalités et de la pauvreté sont dans une large mesure inévitables et, pour l'essentiel, les pouvoirs publics n'ont pas pris sur ces évolutions. Cependant, l'accroissement des inégalités est en grande partie lié au marché du travail : il tient au creusement de l'écart entre basses et hautes rémunérations et à l'évolution du nombre des

personnes sans emploi. Or les pouvoirs publics peuvent bien davantage agir sur ces aspects par les politiques publiques, par exemple l'éducation et la formation destinées à améliorer les qualifications et les prestations liées à l'exercice d'un emploi qui incitent financièrement les gens à prendre un emploi.

En bref

- L'écart entre riches et pauvres s'est creusé et le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté a augmenté au cours des deux dernières décennies. L'évolution est assez générale, affectant les trois quarts des pays de l'OCDE. L'ampleur du changement est limitée mais significative.
- Les inégalités de revenu se sont nettement accentuées, au début des années 2000, en Allemagne, au Canada, aux États-Unis et en Norvège. Par contre, les revenus ont eu tendance à s'égaliser en Grèce, au Mexique et au Royaume-Uni.
- La montée des inégalités s'explique généralement par le fait que les riches ont vu leurs revenus s'améliorer tant par rapport aux titulaires de bas revenus que par rapport aux titulaires de revenus moyens.
- Il y a aujourd'hui un plus grand nombre de personnes dans l'emploi que 10 ou 20 ans auparavant, et cela a réduit l'effet de l'accroissement des inégalités en termes de rémunérations sur l'accroissement des inégalités en termes de revenu. Néanmoins, il reste des poches importantes de non-emploi parmi les personnes peu qualifiées et à faible niveau d'instruction, ce qui atténue encore l'impact.
- Les revenus tirés du capital et du travail indépendant sont très inégalement répartis, et les inégalités dans la répartition se sont encore accentuées.
- Le travail réduit la pauvreté : les familles sans emploi sont presque six fois plus souvent concernées par la pauvreté que les familles d'actifs.
- Le travail seul ne suffit pas pour éviter la pauvreté : plus de la moitié des personnes pauvres vivent dans un ménage où au moins une personne travaille.

- Les personnes âgées sont beaucoup moins susceptibles d'être concernées par la pauvreté que dans le passé. Le phénomène de la pauvreté s'est déplacé des pensionnés vers les jeunes adultes et les familles avec enfants.
- L'évolution démographique — moins de bébés, des vies plus longues — explique en partie le creusement des inégalités, principalement parce qu'elle a entraîné une augmentation du nombre des ménages comprenant un seul adulte.
- Les changements touchant la société — en particulier l'augmentation de la proportion de parents isolés — ont eu un effet important sur les inégalités.
- L'écart entre basses et hautes rémunérations s'est accru dans la plupart des pays de l'OCDE. Comme pour les revenus, cela tient principalement à ce que les hautes rémunérations se sont éloignées des basses rémunérations et des rémunérations moyennes.
- Les services publics comme l'éducation et la santé sont plus également répartis que les revenus. Le fait de majorer les revenus des bénéficiaires du coût de ces services réduit les inégalités.
- Les pauvres dépensent une plus grande partie de leurs revenus alors que les riches en épargnent une partie, les impôts indirects (sur les biens et services) accentuent les inégalités.
- La répartition du patrimoine entre les ménages est beaucoup plus inégale que la répartition du revenu.
- Les sociétés où les inégalités de revenu sont particulièrement marquées sont aussi celles où il y a le moins de mobilité : dans ces sociétés, les rémunérations des fils sont proches de celles des pères. Une plus grande égalité des revenus va de pair avec une plus grande mobilité entre générations en termes de rémunérations.

Pour plus d'informations :

Mark Pearson: + 33 1 45 24 92 69
e-mail: mark.pearson@oecd.org

Michael Förster: + 33 1 45 24 92 80
e-mail michael.forster@oecd.org

Marco Mira D'Ercole: + 33 1 45 24 87 48
e-mail marco.mira @oecd.org

www.oecd.org/els/social/inegalite



Croissance et inégalités – Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE.

ISBN 9789264044203
Prix €70, US \$ 108,
341 pages.

Editions OCDE,
Octobre 2008.